

Dans la région MENA, selon les données officielles, environ 10,5 millions de personnes ont été infectées par le virus COVID-19, et 200 000 personnes en sont mortes. La pandémie a été une gifle supplémentaire pour une région déjà confrontée à des crises de longue date et à des conditions dans lesquelles le droit à l'alimentation est systématiquement remis en question et violé.

Les crises prolongées - perpétuées par les conflits, l'occupation et la guerre - ont engendré des conditions proches de la famine. Le **Yémen**, la **Syrie** et la **Palestine** sont particulièrement touchés par des situations d'urgence permanentes. Le **Yémen**, qui fait face à sa septième année de guerre et de conflit mené par l'Arabie saoudite, est considéré comme la pire crise humanitaire au monde : il continue à être confronté à de graves blocages alimentaires, à la hausse des prix des denrées alimentaires qui en résulte et à une famine généralisée. Le prix de plusieurs produits de base pour les ménages a plus que doublé entre février 2016 et octobre 2020. 80 % des personnes dépendent de l'aide alimentaire, et les agences humanitaires sont actuellement confrontées à un déficit de financement de 405 millions de dollars pour assurer les opérations. Certains craignent que les baisses de l'aide étrangère ne persistent encore pendant des années, les pays donateurs les plus riches s'attachant de plus en plus à soutenir leurs propres populations.

La Syrie est plongée dans un conflit depuis plus de 10 ans maintenant, à cause duquel on estime que 60 % de la population est confrontée à l'insécurité alimentaire. De nombreuses personnes ont été et continuent d'être déplacées à l'intérieur du pays ou migrent en tant que réfugiées, principalement vers les pays limitrophes que sont le Liban et la Turquie. Avant 2011, la Syrie produisait suffisamment de blé pour la consommation nationale. Le pain est un aliment de base essentiel dans le pays, en particulier pour les groupes à faible revenu. Cependant, le conflit continue de perturber la production de pain, notamment par la destruction systématique des boulangeries, ce qui entraîne une chute de l'offre et une flambée des prix. Les difficultés d'approvisionnement en blé ainsi que la dépréciation de la monnaie syrienne ont aussi contribué fortement à une situation d'insécurité alimentaire dans tout le pays. Si l'on ajoute à cela les effets de la pandémie de COVID-19, on estime que 4,5 millions de personnes supplémentaires ont été en situation d'insécurité alimentaire en 2020.

Depuis 2019, le **Liban** est en proie à un effondrement financier, résultat d'une mauvaise gestion à long terme des finances nationales et de la dette publique par des acteurs nationaux et internationaux. Cet effondrement a suscité des appels de la rue à réformer les structures politiques, qui favorisent l'élite et les plus riches. La livre libanaise est fixée à 1 500 pour un dollar américain depuis plus de deux décennies. En 2021, la crise financière a atteint de nouveaux sommets alors que la monnaie continue de s'effondrer, passant à 15 000 pour un dollar au printemps

⁵ Des informations supplémentaires pour ce chapitre ont été fournies par le Réseau d'Afrique du Nord pour la souveraineté alimentaire et l'Union of Agricultural Work Committees (UAWC) (Syndicat des comités de travail agricole (UAWC)).

2021. En moyenne, les produits alimentaires coûtent aujourd'hui environ cinq fois plus cher qu'en 2019. Alors que de nombreuses personnes sont déjà confrontées à des difficultés économiques, au chômage, ainsi qu'au nombre élevé de réfugié·e·s dans le pays, dont plus de 850 000 Syrien·ne·s, le prix des aliments et l'instabilité du marché continueront d'avoir un impact énorme sur la sécurité alimentaire de nombreuses personnes à travers le pays.

Les restrictions de marché liées à la COVID-19, y compris la fermeture des marchés hebdomadaires, des foires annuelles et des étals alimentaires, ont rendu difficile pour les agriculteur·rice·s de la région MENA de vendre et de recevoir des prix adéquats pour leurs produits.⁶ Dans des pays comme la **Mauritanie**, les communautés pastorales ont souffert des restrictions de mouvement et de la fermeture des frontières, qui les empêchent de se déplacer avec leurs animaux à la recherche de fourrage et d'eau.

Des années de dépossession et de répression violente, ainsi que le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza depuis 15 ans, affectent depuis longtemps l'économie locale et le système alimentaire. Le début de la pandémie n'a fait qu'aggraver la situation. Au cours des premiers mois de la pandémie, de nombreuses cultures ont dû être détruites à Gaza, car les marchés ne fonctionnaient pas normalement et les agriculteur·rice·s n'avaient aucun moyen de vendre leurs produits. L'augmentation des restrictions et des perturbations commerciales dans toute la **Palestine** occupée a eu un impact sur leur capacité à importer les intrants agricoles nécessaires et à exporter les produits palestiniens. Les mesures d'urgence ont également contraint les agriculteur·rice·s à vendre leurs produits à des prix nominaux, ce qui leur a fait perdre des revenus ou les a contraints à cesser toute activité agricole, créant ainsi une pénurie de certains produits alimentaires essentiels à Gaza. Les agriculteur·rice·s ont également rencontré des difficultés accrues pour accéder à leurs terres agricoles, une combinaison de restrictions de mouvement liées à la pandémie et de restrictions imposées par les forces israéliennes d'occupation autour de la zone tampon sur le périmètre de Gaza. Les pêcheurs ont signalé que la récente vague de chaleur, associée aux restrictions de confinement, a limité l'accès à la mer et réduit les prises. Ceux qui étaient encore en mer après le couvre-feu étaient empêchés de regagner le rivage jusqu'au lendemain matin.

Le mois de mai 2021 a été marqué par onze jours de tirs de roquettes et d'échanges de frappes aériennes entre Israël et les groupes armés palestiniens, faisant plus de 250 morts



⁶ Version anglaise de l'étude du Réseau nord-africain pour la souveraineté alimentaire et TNI à venir (août 2021).

et des milliers de blessé-e-s, dont la majorité vit dans l'enclave palestinienne occupée de Gaza. Dans un communiqué, le ministère palestinien de l'agriculture a déclaré que les pertes du secteur agricole dues à l'offensive israélienne en cours sur Gaza ont atteint 17 millions de dollars, les frappes israéliennes ayant directement visé des dizaines d'installations agricoles et d'entrepôts d'intrants agricoles. Les agriculteurs de la bande de Gaza, qui constituent l'épine dorsale de la survie et de la résilience du système alimentaire local, ont vu leur vie et leurs moyens de subsistance gravement menacés, car ils n'ont pas pu accéder à leurs terres et travailler. Les frappes aériennes israéliennes ont visé des bâtiments et des infrastructures civiles et ont endommagé le seul centre de dépistage du coronavirus à Gaza, après qu'un immeuble résidentiel voisin a été touché, mettant gravement en péril l'infrastructure sanitaire déjà peu développée de Gaza et menaçant la vie de nombreux·ses Palestiniens·nes qui luttent contre la pandémie.

Pendant les crises prolongées, et encore plus pendant la pandémie de COVID-19, les personnes vivant dans ces situations fragiles rapportent systématiquement que la production agricole locale a été une grâce salvatrice. En **Palestine occupée**, le gouvernement et les organisations de la société civile locales ont distribué des semences en plus de l'aide alimentaire afin d'encourager les jardins familiaux, dont on sait qu'ils facilitent l'accès à une alimentation saine.

Au cours de la pandémie, la forte dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires, notamment de céréales de base, a été un facteur déterminant dans l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Suite à l'effondrement du prix mondial du pétrole, cette situation a été particulièrement difficile pour les pays exportateurs de pétrole. Étant donné leur double dépendance vis-à-vis des marchés internationaux (pour les revenus et pour les importations alimentaires), les pays exportateurs de pétrole comme l'**Algérie** ont été particulièrement vulnérables aux perturbations du marché. Les pays exportateurs de denrées alimentaires, qui dépendent des revenus de ces exportations, ont également souffert des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. La crise a également exposé les risques liés à la dépendance à l'égard des semences commerciales importées. Comme l'a fait remarquer l'Association des agriculteurs tunisiens :⁷

"De nombreux secteurs agricoles étaient très vulnérables à la dépendance vis-à-vis de l'étranger ; la plupart des semences sont importées de l'étranger et sont génétiquement modifiées, ce qui n'est un secret pour personne, et qui nous expose aux risques de perdre ces semences en temps de crise, c'est-à-dire après avoir perdu nos propres semences d'origine et être désormais incapables de fournir des semences en raison de la perturbation des routes commerciales."

Comme dans d'autres régions, la fermeture des écoles a privé des millions d'enfants de leurs repas scolaires, qui constituent le principal repas de la journée et contribuent considérablement à leur alimentation. En ce sens, la fermeture des écoles a exacerbé la charge économique des ménages pauvres. En outre, la fermeture des écoles et de multiples autres services publics s'est traduite par une

7 N.d.T.: Traduction de la citation pour ce rapport.

augmentation du travail de soins à domicile, qui a incombé aux femmes et à de nombreuses filles qui ont dû aider leurs mères dans les tâches ménagères. En plus de ce qui précède, dans des pays comme le **Maroc**, les services d'aide aux femmes victimes de violences domestiques ont été fermés.

Dans toute la région, le chômage a grimpé en flèche pendant le confinement : la plupart des personnes qui ne travaillaient pas n'ont perçu aucun revenu. Suivant la tendance générale, ce fut un coup dur à supporter pour le vaste secteur informel. Les femmes ont été plus susceptibles d'être touchées par la perte d'emploi, ce qui s'ajoute au taux de chômage déjà élevé et aux salaires inférieurs - près de 80 % de moins que les hommes - des femmes. Les conditions de travail déjà difficiles des travailleuses agricoles et des commerçantes se sont encore détériorées dans le cadre de la crise de COVID-19, en raison notamment des restrictions de mobilité et de la fermeture des étals de nourriture.

Un autre groupe particulièrement touché par la crise de la COVID-19 et ses impacts socio-économiques sont les personnes migrantes et réfugiées. La région est vaste et accueille des réfugié·e·s d'Afrique sub-saharienne ainsi que des pays de la région, principalement la **Syrie**, la **Palestine** et l'**Irak**. Constituant jusqu'à 40 % de la main-d'œuvre de la région arabe, ces personnes sont en première ligne pour assurer la fourniture de services essentiels, notamment la production alimentaire, mais elles sont aussi les plus exposées aux risques d'infection et de perte de moyens de subsistance. Les restrictions à la mobilité ont laissé de nombreux·ses travailleur·euse·s migrant·e·s bloqué·e·s dans les pays d'accueil, généralement sans accès à la nourriture et aux services essentiels, notamment l'eau potable et les services de santé. Ces personnes sont plus susceptibles de travailler dans le secteur informel en tant que salarié·e·s journalier·ère·s ou dans des emplois temporaires sans protection sociale, et sont donc plus vulnérables à la perte d'emploi et de revenu, ainsi qu'à la faim et la malnutrition aiguës



qui en résultent. La perte d'emploi implique souvent aussi la perte du permis de séjour et le risque d'expulsion. Les travailleur·euse·s domestiques migrant·e·s - en majorité des femmes - ont subi de nombreuses épreuves, notamment l'enfermement au domicile de leurs employeurs, ce qui les a exposé·e·s encore davantage à la violence domestique et à des abus sexuels.

Dans la région arabe, 55,7 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire en 2020, dont 26 millions de personnes déplacées de force. En raison de l'accès limité à l'eau, 74 millions de personnes n'ont pas été en mesure de maintenir des mesures d'hygiène contre le virus et restent exposées à un risque élevé d'infection.